

YÉMEN

Une autre guerre sans fin

Une station balnéaire transformée, le temps d'un week-end, en capitale du monde arabe. A Charm El-Cheikh, s'est tenue l'assemblée de la Ligue arabe avec un ordre du jour particulièrement chargé. En effet, les sujets de préoccupation ne manquent pas.

En premier, la situation au Yémen, ensuite, la Syrie, la Libye, le Sud-Soudan, le terrorisme. Cependant, aucune condamnation claire et explicite contre l'AQPI (Al-Qaïda dans la péninsule Arabique). Pourtant, des responsables arabes, à l'instar du roi de Jordanie, ont tenu à Paris le 11 janvier dernier, journée de «Charlie». Il est à préciser que l'attentat contre *Charlie Hebdo* a été commandité par cette même AQPI. Amnésie ? Non, pas du tout. Au Yémen, cette organisation terroriste combat les Houtis ennemis des Saoudiens. A la tête d'une coalition de dix pays arabes, Riyadh mène une guerre au Yémen sans l'aval de l'ONU mais avec le soutien opérationnel des Américains. Le secrétaire général de l'ONU appelle à une résolution pacifique du conflit, autant dire qu'il prêche dans le désert. Ce désert sur lequel s'abat une nouvelle tempête meurtrière. Plus important que l'ONU, le président russe a demandé aux pays arabes de régler les problèmes d'une manière pacifique et sans avoir recours à une intervention étrangère.

«Tempête décisive», c'est le nom de l'opération militaire de grande envergure que mène l'armée saoudienne au Yémen. Pas moins de 150 000 soldats sont mobilisés avec un objectif clair : exterminer les milices houtistes

par des bombardements intensifs. Une vingtaine de F16 assurent ce «carpet bombing» à travers d'incessantes rotations. Officiellement, ce n'est pas une guerre, il s'agit de rétablir l'ordre dans la seule république de la péninsule Arabique. Officiellement aussi, ce n'est pas une agression étrangère puisque l'aide saoudienne a été sollicitée par le président du Yémen, moyennement légitimé mais surtout en fuite. Le but est surtout de neutraliser la menace chiite. Le discours du roi d'Arabie Saoudite devant l'assemblée de la Ligue arabe n'est pas sans rappeler celui de Kadhafi qui promettait d'exterminer ses opposants «rue par rue, maison par maison... (zengua, zenga)», avec le succès que l'on sait. Le Royaume tremble, le nouveau roi doit affirmer son autorité devant la progression des Houtis qui ont atteint les rives de la mer Rouge. Entre la maison Saoud et le Yémen, le contentieux est lourd et compliqué. Sur son lit de mort, Abdelaziz Ibn Saoud, le père fondateur, a livré son testament : «Le bonheur du royaume réside dans le malheur du Yémen».

Dès 1962, date de la première guerre civile yéménite, l'Arabie Saoudite s'était alliée à l'Imam El-Badr, pourtant Zaydite (branche chiite), déposé par un coup d'Etat fomenté au Caire. Ce face-à-face, Riyadh-Le Caire, dura presque dix

ans et divisa le Yémen en deux. Aujourd'hui l'Égypte est aux côtés des Saoudiens pour combattre les Houtis, issus du courant religieux zaydite. La situation est explosive surtout que pour l'Arabie Saoudite la menace est essentiellement Chiite. Or, les deux tiers de la population yéménite est issue de diverses factions shiites. L'Orient compliqué, dites-vous ? Ce n'est pas nouveau.

Déjà en 2004, la région de Saada s'est rebellée contre le pouvoir central, jugé trop pro-américain peut-être, mais qui a surtout marginalisé sa population. Territoire traditionnel de l'imamat, situé au nord du Yémen, Saâda est le fief de la rébellion houtie. L'intervention de l'armée saoudienne, en 2009, aux côtés des troupes d'Ali Abdallah Saleh a mis fin à ce conflit au début de l'année dernière mais qui compte sur la durée plus de 10 000 morts côté yéménite et 130 soldats saoudiens tués. Le conflit incessant au Yémen a, certes, des motifs religieux mais il ne faut pas oublier la marginalisation qui frappe particulièrement les Houtis tant du champ politique que des sphères économiques.

Le Yémen est une poudrière, sa population est la plus élevée de la péninsule Arabique, avec plus de 26 millions d'habitants. Aussi le fort taux de fécondité (4,4 enfants par femme) laisse présager un avenir sombre pour ce pays pauvre qui ne produit que 120 000 barils/jour de pétrole brut. L'opération «Tempête décisive» va encore appauvrir ce pays dont les côtes contrôlent en grande

partie l'accès au canal de Suez. Les enjeux sont aussi géopolitiques. La neutralité du sultanat d'Oman inquiète les Saoudiens. Le sultan Qabus, dont le quart de la population est chiite, a catégoriquement refusé de se joindre, même symboliquement, à la coalition militaire dirigée par Riyadh. Ce sultanat contrôle avec l'Iran le détroit d'Ormuz par lequel transite le quart de l'offre mondiale d'hydrocarbures.

Les enjeux sont de taille : globalement, la région renferme le tiers des réserves mondiales d'hydrocarbures. L'Arabie Saoudite doit gérer une bizarrerie géologique : sur les sols pétrolifères vivent majoritairement des chiites alors que ces riches régions sont gouvernées par des sunnites. Ces mêmes sunnites qui, à l'issue de l'assemblée de la Ligue arabe, ont décidé de créer une sorte d'Otan arabe, question de légitimer et d'inscrire dans la durée la coalition militaire qui aujourd'hui bombarde le Yémen et demain peut-être la Libye.

La Syrie, la véritable Otan s'en occupe déjà. Une Otan arabe, dans ces conditions ne peut être qu'un front sunnite. La guerre intra-musulmans serait assurée. Attendons cette nouvelle armée arabe qui ne peut être qu'hétéroclite et incomplète (l'Algérie n'en fera pas partie). Jusqu'à maintenant, les armées arabes sont plutôt spécialisées dans les coups d'Etat ou et autres coups tordus tels que mater des manifestants. Comment pourra-t-elle assurer la paix dans la région ? Surtout que l'Iran risque de s'im-



Par Naoufel Brahimi El Mili.

plier plus virilement, une fois qu'un accord sur son nucléaire sera peut-être finalisé la fin de juin prochain. Quelle que soit l'issue des négociations de Lausanne entre les Etats-Unis et l'Iran, Téhéran est plus que jamais déterminé à renforcer son leadership sur le monde chiite. Il est clair que la solution ne peut jamais être militaire. Le cocktail religion et pétrole peut conduire à une intervention militaire en guerre plus globale.

L'ONU, la Russie, l'Union européenne appellent au dialogue entre les différentes parties. La neutralité omanaise est un atout car Mascate pourrait accueillir une conférence internationale d'où l'Iran ne devra pas être exclu si l'objectif est une solution durable. Il ne faut pas oublier qu'au Yémen, la paix est le temps qui sépare deux guerres.

N. B. E.-M.

La nouvelle armée arabe

Les chefs d'Etat de la Ligue arabe ont annoncé, hier, leur intention de créer une force militaire conjointe pour combattre les «groupes terroristes», notamment l'Etat islamique (EI), se donnant quatre mois pour s'accorder sur ses modalités et sa composition.

Cette annonce survient au moment où une coalition arabe, dirigée par l'Arabie Saoudite et comprenant notamment l'Égypte, bombarde au Yémen les positions de la milice chiite des Houthis, alliés à l'Iran, qui occupent une grande partie du pays et ont chassé les autorités élues.

Les bombardements aériens de cette coalition regroupant neuf pays arabes, sont considérés comme un «test» pour la future force, mais rien n'a filtré au sommet arabe de Charm El-Cheikh en Égypte sur un éventuel déploiement de cette force conjointe au Yémen quand elle verra le jour.

En tout état de cause, l'opération durera jusqu'à la reddition des rebelles Houthis, a prévenu le secrétaire général de la Ligue, Nabil Al-Arabi, à la clôture du sommet de deux jours.

L'organisation panarabe pré-



Photos DR.

sentait depuis plusieurs mois comme un «besoin pressant» la constitution d'une force conjointe face aux atrocités que multiplie l'EI en Irak et en Syrie et la progression de ce groupe djihadiste notamment en Libye et dans le Sinaï égyptien.

Mais c'est le président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi qui œuvrait avec le plus d'insistance à la concrétisation du projet. C'est d'ailleurs lui qui a annoncé avec un large sourire hier dimanche l'accord de principe de ses pairs chefs d'Etat et monarques.

Mais plus que la menace djihadiste, il aura fallu la montée en puissance des Houthis et la crain-

te de voir le rival iranien étendre son influence dans la région pour pousser les dirigeants arabes à surmonter leurs dissensions et entériner la création de la force conjointe, à laquelle les experts n'osaient croire jusqu'alors.

«Ce qui est important aujourd'hui, c'est qu'une décision majeure a été prise, au regard de tous les troubles dont souffre le monde arabe, des défis sans précédent posés par des groupes terroristes», s'est félicité Nabil al-Arabi.

Long chemin et obstacles

Une commission de hauts responsables de chaque Etat

membre, sous la supervision de leurs chefs d'état-major, aura un mois pour présenter des recommandations sur la composition de la force, ses objectifs, ses modalités de mise en œuvre et son budget.

Puis ces recommandations devront être entérinées dans les quatre mois à venir par les ministres de la Défense, selon la résolution adoptée à Charm El-Cheikh et dont l'AFP a obtenu une copie.

L'Égypte, qui avait déjà fait savoir qu'elle était prête à envoyer des troupes au sol au Yémen «si nécessaire», devrait tout naturellement constituer l'épine dorsale de cette force si elle voit le jour: le plus peuplé des pays arabes dispose de l'armée la plus nombreuse et l'une des mieux armées de la région.

L'Arabie Saoudite, comme elle le fait déjà au Yémen, devrait mettre à disposition ses armements parmi les plus sophistiqués au monde, notamment ses avions et ses chars, tout comme les Emirats arabes unis. Quant à la Jordanie, les experts estiment que ses commandos d'élite très réputés devraient également être sollicités.

Mais le chemin est encore long et pavé d'obstacles potentiels avant que cette force ne voie le

jour, selon les experts soulignant que les divergences de points de vue entre les 22 membres de la Ligue pourraient ralentir le processus.

Si 21 des 22 membres de la Ligue ont adopté la résolution (le siège de la Syrie restant vide), certains diplomates ne se sont pas privés à Charm de livrer leurs réserves.

Le ministre des Affaires étrangères irakien Ibrahim Al-Jaafari avait ainsi confié samedi que son pays «avait des réserves concernant la formation de cette force, car il n'y avait pas eu d'études préliminaires».

Les dissensions sur ses objectifs peuvent également ralentir sa formation.

Oraib al-Rentawi, directeur du centre Al-Qods pour les études politiques, estime ainsi que si la priorité de l'Égypte et d'autres est de combattre l'EI et ses avatars, celle de Riyad semble de «faire face à l'influence grandissante de l'Iran dans la région».

«Pour l'instant, l'EI passe au second plan face à la menace d'extension du pouvoir chiite au Yémen, qui risque de modifier profondément la géopolitique de la région», estime aussi M. Guidère, professeur de géopolitique arabe à l'Université de Toulouse.

AFP